

ÊTRE HUMAIN POUR LA JUSTICE.



RAPPORT ANNUEL
2017-2018



LAWYERS WITHOUT BORDERS
AVOCATS SANS FRONTIERES
ABOGADOS SIN FRONTERAS
Canada

Le **Mali** est actuellement l'un des pays clés de la lutte contre le terrorisme et des efforts pour la paix et la stabilisation à l'échelle mondiale. Avocats sans frontières Canada (ASFC) y œuvre depuis 2012 à favoriser la justice et la réconciliation grâce à deux projets soutenus par le gouvernement du Canada. L'une des réalisations phares de ces deux projets s'est matérialisée le 13 février 2018, alors qu'ASFC a donné une voix aux victimes du conflit armé malien en recueillant le témoignage de près de 4 000 d'entre elles et en transmettant les conclusions et recommandations issues de ces consultations au gouvernement malien et à la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR) du Mali. Il s'agit d'une avancée majeure dans la mise en œuvre des accords de paix parce que les victimes – particulièrement les femmes – ont ainsi pu participer directement au processus de justice transitionnelle, une condition essentielle à la réconciliation nationale et une base de travail indispensable pour les travaux de la CVJR.

La **justice transitionnelle** s'est d'ailleurs retrouvée au cœur de nos actions en Amérique latine et en Afrique tout au long de l'année 2017-18 (1er avril 2017 au 31 mars 2018). Notamment en Colombie, où ASFC a permis à des centaines de femmes victimes

du conflit armé d'influer sur le processus de paix en portant directement leurs revendications aux plus hauts niveaux des autorités gouvernementales et judiciaires; au Guatemala où ASFC a renforcé la défense des droits des femmes autochtones et le litige stratégique de cas emblématiques de violations graves de droits humains du conflit armé; et au Mozambique, où nous contribuons à faire de la justice transitionnelle un enjeu national dans un contexte où on n'en parlait pas jusqu'à maintenant.

Les **droits des femmes** continuent d'être au cœur de l'ensemble de notre programmation dans les 14 pays où nous avons été présents, d'Haïti à la Côte d'Ivoire en passant par le Pérou. ASFC a donc salué avec enthousiasme l'adoption par le Canada de sa nouvelle Politique d'aide internationale féministe, qui insiste sur des priorités qui sont celles sur lesquelles nous travaillons quotidiennement dont l'accès à la justice des femmes et des filles ainsi que la lutte aux violences basées sur le genre. Cette nouvelle politique canadienne s'ajoute ainsi aux outils sur lesquels ASFC peut compter pour faire de l'autonomisation des femmes par le droit une réalité.

C'est en octobre 2017 qu'ASFC a soufflé ses **15 bougies** en organisant un gala à Québec qui a réuni plus de 300 convives dont plusieurs personnalités tout en permettant à l'organisation de conclure sa campagne annuelle de levée de fonds par un résultat historique.

Mais cet anniversaire a surtout été souligné par la **forte croissance** d'ASFC, qui a démarré plusieurs nouveaux projets – y compris dans de nouveaux pays – et a fait de la justice et des droits humains des réalités tangibles pour un nombre grandissant de personnes en situation de vulnérabilité. À 6,8 M\$, le budget annuel a pratiquement doublé par rapport à l'an dernier, tout comme la taille de l'équipe qui a dépassé le cap de la centaine de personnes.

Le **plan stratégique 2018-21** qui a été préparé par cette équipe et qui a été adopté par le conseil d'administration prévoit la continuation de cette croissance tout en restant ferme sur ses motivations : continuer à utiliser le droit et les mécanismes judiciaires comme des instruments de changement, à permettre à nos partenaires locaux d'offrir des services juridiques de qualité et à livrer des résultats tangibles pour améliorer le sort de milliers de

personnes en situation de vulnérabilité, celles qui ont le plus besoin de l'accès à la justice et de la lutte contre l'impunité.

Vous avez entre les mains un rapport qui résume quelque uns des **faits saillants de l'année 2017-18 d'ASFC**. C'est une illustration que oui, la solidarité internationale en matière de justice donne des **résultats**. Et ceux-ci sont attribuables aux efforts et à l'engagement conjugués de tant de personnes, partenaires et alliés.es. Nous les en remercions.



Miguel Baz
Président du conseil d'administration



Pascal Paradis
Directeur général

ENTRE LE 1^{er} AVRIL 2017 ET LE 31 MARS 2018, ASFC...

a organisé

109 MISSIONS DE COOPÉRATION

cumulant ainsi plus de

8 063 JOURS DE MISSION

soit plus de

22 ANS

de présence en continu.

est active dans

14 PAYS :

CANADA, COLOMBIE, COSTA RICA, CÔTE D'IVOIRE, GHANA, GUATEMALA, HAÏTI, HONDURAS, MALI, MAROC, MOZAMBIQUE, PÉROU, SALVADOR, TUNISIE.

compte

76 EMPLOYÉS

à travers le monde

dont **43** femmes

et

33 hommes

a déployé

46 COOPÉRANT(E)S

dans

8 PAYS

a embauché

7 PERSONNES

à son siège de Québec, portant son équipe à

32 EMPLOYÉS

aux compétences diversifiées

a agrandi son équipe multiculturelle puisqu'elle compte

15 NATIONALITÉS DIFFÉRENTES :

AMÉRICAINNE, BOLIVIENNE, BURUNDAISE, CAMEROUNAISE, CANADIENNE, COLOMBIENNE, CONGOLAISE, FRANÇAISE, HAÏTIENNE, HONGROISE, GUATEMALTÈQUE, MALIENNE, MEXICAINE, PÉRUVIENNE, SERBE.

dispose de

7 BUREAUX DANS LE MONDE :

BAMAKO, BOGOTA, CIUDAD DE GUATEMALA, MEDELLIN, PORT-AU-PRINCE, QUÉBEC, TEGUCIGALPA.

À l'étranger, chaque équipe est principalement composée d'employé(e)s locaux.

NOS ÉTATS FINANCIERS

ÉTATS DES RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2018-03-31 (12 MOIS)	2017-03-31 (9 MOIS)
PRODUITS		
Contributions des bailleurs de fonds pour les programmes	6 492 586	2 786 072
Financement privé	346 918	22 712
Contributions sous forme de services rendus	1 474 731	794 881
Autres	1 673	23 501
TOTAL	8 315 908	3 627 166

CHARGES

Programmes	5 754 546	2 486 009
Contributions sous forme de services rendus	1 474 731	794 881
Autres projets; activités de développement; sensibilisation et communications; administration	626 056	412 353
Activités de financements	33 916	10 620
Amortissement des immobilisations corporelles	-	275
TOTAL	7 889 249	3 704 138

Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	426 659	(76 972)
--	---------	----------

BILAN

AU 31 MARS 2017

	2018-03-31 (12 MOIS)	2017-03-31 (9 MOIS)
ACTIF		
Court terme		
Encaisse	3 365 515	1 158 973
Créances	174 354	202 991
Frais payés d'avance	13 579	15 401
Frais payés d'avance - projets	137 017	96 290
	3 690 465	1 377 365
Immobilisations corporelles	-	-
TOTAL	3 690 465	1 377 365

PASSIF

Court terme		
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement	304 393	167 351
Contibutions des membres reportées	-	20 000
Produits reportés	2 490 779	721 380
TOTAL	2 795 172	908 731
	2 795 172	908 731
ACTIF NET	895 293	468 634
TOTAL	3 690 465	1 377 365

QUELQUES PUBLICATIONS



AMICUS CURIAE : NORMES DU DROIT CONSTITUTIONNEL PÉRUVIEN ET DU DROIT INTERNATIONAL SUR L'OBLIGATION DE LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ FACE AUX CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ



SOUSSIONS CONJOINTES POUR L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL TROISIÈME CYCLE DU CANADA



FICHE D'INFORMATION PROJET JUSTICE TRANSITIONNELLE POUR LES FEMMES (JUSTRAM)



LE COMBAT DES MALIENS POUR LA PAIX ET CONTRE L'IMPUNITÉ



LE LITIGE STRATÉGIQUE UN OUTIL DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS



POUR UNE JUSTICE TRANSITIONNELLE EFFICACE ET INCLUSIVE

GUATEMALA

Le soutien d’ASFC dans un dossier de crimes contre l’humanité contribue à la **condamnation de militaires haut gradés**, responsables de la disparition forcée du mineur Marco Antonio Molina Theissen survenue en 1981 et des violences sexuelles infligées à sa sœur.

Les parents des victimes survivantes de l’incendie du refuge étatique pour adolescentes *Hogar seguro* ayant causé 41 morts **accèdent aux services d’avocat.es** pour l’obtention de la garde de leurs enfants.

Des accusations sont déposées à la suite des témoignages de 35 femmes autochtones ayant subi des violences sexuelles.

413 acteurs et actrices de la justice, dont 70 % de femmes, ont pu **partager de bonnes pratiques et leçons apprises** sur l’accès à la justice des femmes autochtones.

12 ateliers de formation ont permis à 172 avocat.es, juristes et stagiaires de la société civile, dont plus de 60 % de femmes, **d’approfondir leurs connaissances** en matière d’éthique, de droit international, de méthodologie et de litige stratégique.

Partenaires locaux : Asociación de Abogados y Notarios Mayas de Guatemala, Bufete Jurídico de Derechos Humanos de Guatemala (BDH), Bufete Jurídico Popular de Rabinal, Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos (CALDH), Fundación Myrna Mack (FMM), Fundación Sobrevivientes, Mujeres Transformando el Mundo (MTM), Procuraduría de Derechos Humanos

Partenaires financiers : Affaires mondiales Canada, Programme de coopération volontaire, et Ministère des relations internationales et de la francophonie (IMRIF), Programme québécois de développement international (PQDI)

12 volontaires déployé.es auprès du BDH, du CADLDH, de la FMM, de MTM et d’ASFC à Ciudad de Guatemala

COSTA RICA

Une volontaire déployée auprès de la Fundación Paniamor

COLOMBIE

Dans les régions, plus de 75 femmes et filles victimes de graves violations des droits humains, notamment de violences sexuelles, sont **représentées devant les tribunaux**.

Des **victimes de violences sexuelles participent au processus de réconciliation et de paix** en faisant elles-mêmes leurs recommandations au plus hauts niveaux du gouvernement colombien et des instances internationales.

Obtention de deux décisions de la Cour constitutionnelle par des partenaires soutenus par ASFC, reconnaissant le droit des victimes de violences sexuelles à une attention médicale et psychosociale adéquate dans un délai raisonnable et protégeant le droit des proches des victimes d’exécution extrajudiciaire à un recours efficace dans un délai raisonnable.

33 cas de violences sexuelles commises dans le cadre du conflit ont été documentés avec l’appui d’ASFC pour être présentés à la *Commission pour l’éclaircissement de la vérité*.

Un **dialogue constructif entre les acteurs de la justice et les victimes** est renforcé à travers la formation de plus de 100 représentants du gouvernement sur le droit international des droits humains, le droit des femmes et la perspective de genre.

Partenaires locaux : Defensoría del Pueblo, Colectiva Justicia y Mujer, Comisión Intereclesial Justicia y Paz, Corporación Guasimi, Corporación Humanas, Corporación Justicia y Dignidad, Corporación Mujeres que Crean, Equipo Jurídico Pueblos, Fondo de Solidaridad con los Jueces Colombianos, Fundación Comité de Solidaridad con Presos políticos (FCSPP), Grupo de Investigación sobre las Prisiones, la Política Penal y la Seguridad Pública de la Universidad de los Andes

Partenaire financier : Affaire mondiales Canada, Programme bilatéral et Programme sur la stabilisation et les opérations de paix (PSOP) et Programme de coopération volontaire

6 coopérant.es volontaires déployé.es auprès de la Corporación Humanas et d’ASFC à Bogota

HONDURAS

La participation d’ASFC à **24 dossiers de litige** de graves violations des droits humains a permis un meilleur accès à la justice pour **181 victimes**.

20 victimes d’abus physiques et de détention arbitraire lors des troubles suivant l’élection présidentielles sont soutenues et accompagnées dans le processus judiciaire.

Mise en place d’un **protocole d’enquête et d’un programme de formation et de sensibilisation sur les morts violentes** pour les agents étatiques à la suite d’une décision rendue dans le cadre d’un dossier d’assassinat politique soutenu par ASFC.

Partenaires locaux : Centro de Investigación y Promoción de los Derechos Humanos (CIPRODEH), Comité de Familiares de Detenidos - Desaparecidos en Honduras (COFADEH)

Partenaires financiers : Affaires mondiales Canada, Programme bilatéral et Programme de coopération volontaire

2 volontaires déployé.es auprès de COFADEH et du CIPRODEH

PÉROU

Reconnaissance de la **responsabilité de l’État péruvien**, du droit aux garanties judiciaires et du droit à l’accès à la justice dans le cadre d’un dossier emblématique de congédiement illégal.

À la suite des représentations des avocat.es soutenu.es par ASFC, neuf membres des familles de **victimes de disparitions forcées sont entendus en justice** plus de 25 ans après les faits.

361 victimes bénéficient des services de représentation d’avocat.es dans des **dossiers d’exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées et de torture**.

Partenaires locaux : Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH), Capital Humano y Social Alternativo (CHS Alternativo) et Instituto Promoviendo Desarrollo Social (IPRODES)

Partenaire financier : Affaires mondiales Canada, Programme de coopération volontaire

4 volontaires déployé.es auprès de l’APRODEH et de CHS Alternativo

HAÏTI

Obtention d’engagements de la Commission interaméricaine des droits de l’Homme (CIDH), notamment sur la situation des droits humains et de l’impunité en Haïti, les crimes contre l’humanité commis sous le régime Duvalier, et les projets de loi discriminatoires et attentatoires aux libertés fondamentales.

35 juristes haïtien.nes, dont 23 femmes, ont amélioré leurs connaissances sur **l’intégration du droit international** en droit interne et la poursuite de crimes contre l’humanité.

Préparation d’une **étude de faisabilité** sur le dédommagement individ uel des victimes de **l’épidémie de choléra** causée par l’ONU en 2010 et ayant causé des milliers de morts.

Les capacités en **techniques d’enquêtes** de 34 employé.es de l’Office du Protecteur du citoyen d’Haïti (OPC) sont renforcées avec le Protecteur du citoyen du Québec.

28 représentant.es de l’OPC, d’organisations de la société civile et des médias ont été sensibilisé.es à la **communication claire en droit** à l’occasion d’un atelier animé par la directrice générale d’Éducaloi.

800 personnes ont acquis des connaissances en matière de droits humains, à Port-au-Prince et à Jacmel, par le biais d’une **exposition portant sur les luttes historiques** emblématiques pour la défense des droits humains.

55 jeunes, dont 25 filles de Port-au-Prince et des régions, sont sensibilisés sur les **valeurs et les enjeux de droits humains** au sein de leur communauté. **175 personnes**, dont 64 femmes de la commune de Fonds-Parisien, ont été sensibilisées sur le **droit à l’identité**.

Partenaires locaux : Collectif contre l’impunité, Fondation connaissance et liberté (FOKAL), Mouvement des femmes haïtiennes pour l’éducation et le développement (MOUFHED), Kay Fanm, Office de la protection du citoyen d’Haïti (OPC), Protecteur du citoyen du Québec, Solidarité des femmes haïtiennes (SOFA)

Partenaires financiers : Affaires mondiales Canada, Programme bilatéral et Programme de coopération volontaire

2 volontaires déployé.es auprès d’ASFC à Port-au-Prince

MAROC

Deux volontaires déployé.es auprès de l’Association Bayti

TUNISIE

Une volontaire déployée auprès de l’organisation Amal pour la famille et l’enfant

CÔTE D’IVOIRE

253 membres d’organisations de la société civile ont renforcé leurs capacités en droit des femmes et des enfants et en techniques d’enquête pour une **représentation juridique adéquate des victimes de violences basées sur le genre**.

808 personnes issues de diverses régions, dont 381 enfants, ont été sensibilisées aux enjeux liés à l’identité, l’éducation, le travail des enfants et l’égalité entre les femmes et les hommes.

Partenaires locaux : Actions pour la protection des droits de l’homme (APDH), Association des femmes juristes de Côte d’Ivoire (AFJCI), Mouvement ivoirien des droits humains (MIDH)

Partenaire financier : Affaires mondiales Canada, Programme de coopération volontaire

5 volontaires déployé.es auprès de l’AFJCI et du MIDH

■ Pays d’intervention d’ASFC

■ Pays dans lesquels ASFC déploie des coopérant(e)s volontaires en collaboration avec le Bureau international des droits des enfants dans le cadre du programme de coopération volontaire Protection des droits des enfants, femmes et collectivités vulnérables (PRODEF)

MALI

ASFC et ses partenaires ont donné une **voix aux victimes du conflit armé malien** en recueillant le témoignage de près de 4 000 d’entre elles; cette enquête sur les conséquences du conflit sur les femmes, filles et les autres personnes en situation de vulnérabilité et les recommandations qui en découlent servent à la Commission vérité, justice et réconciliation et à l’État malien pour une **justice transitionnelle inclusive**.

La **justice transitionnelle constitue un véritable enjeu national**, et les victimes du conflit armé malien, en particulier les femmes, **participent directement à ce processus**, une condition essentielle à la réconciliation nationale et à la paix.

Une **cartographie des violations graves de droits humains** commises au Mali est remise à la Commission vérité, justice et réconciliation pour sa stratégie d’enquête et son programme de réparation.

Dans les régions du Nord affectées par le conflit, 1 270 victimes ont bénéficié de **services d’aide juridique** (écoute, conseil et orientation) et d’assistance judiciaire.

Des **vocations en droits humains** ont été créées, changeant la vie des jeunes juristes, dont plus de 80 ont vu leurs **capacités professionnelles renforcées** par le biais de formations, d’un programme de stage et d’un concours de plaidoirie.

Un **avant-projet de loi contre les violences basées sur le genre** a été déposé auprès de la Ministre de la promotion de la femme et du Programme national de lutte contre l’excision.

La mise en place et le renforcement de **28 comités de paix** contribuent à la **résolution pacifique des conflits**.

Partenaires : Centre d’étude et de coopération internationale (CECI) et École nationale d’administration publique (ENAP)

Partenaires financiers : Affaires mondiales Canada, Programme bilatéral et Programme sur la stabilisation et les opérations de paix (PSOP)

Partenaires locaux : Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AFARD), Association des juristes maliennes (AJM), Association pour le progrès et la défense des droits des femmes (APDF), Association du Sahel d’aide à la femme et à l’enfance (ASSAFE), Association Subaahi Gumo (ASG), Avocats sans frontières Mali (ASFV), Coalition malienne des défenseurs des droits humains (COMADDH), Collectif Cri de Cœur (CCC), Éduquer, former les femmes un appui au développement (EFFAD), Environnement et développement Tiers-Monde (ENDA), Groupe pivot / Droits et citoyenneté des femmes (GP/DCF), Groupe de recherche d’étude de formation femme-action (GREFFA), Observatoire des droits de la femme et de l’enfant (ODEF), Tribune des jeunes pour le droit au Mali (TRUJEUJ), Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, Women in Law and Development in Africa (WILDAP)

15 volontaires déployé.es auprès d’ASFC à Bamako

MOZAMBIQUE

La **justice transitionnelle, l’égalité entre les femmes et les hommes et la lutte aux violences basées sur le genre** émergent comme des enjeux centraux du débat public jusqu’alors ignorés.

Partenaires local : Instituto de Patrocinio e Assistência Jurídica (IPAJ), Ordem dos Advogados de Moçambique (OAM), Associação mulher lei e desenvolvimento (MULEIDE)

Partenaire financiers : Fonds d’assistance technique du Haut-Commissariat du Canada au Mozambique

MERCI À NOS PARTENAIRES

PARTENAIRES PROGRAMMES



Global Affairs
Canada



Relations
internationales
et Francophonie
Québec



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

PARTENAIRE SANS FRONTIÈRES



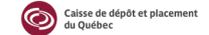
COMMANDITAIRES



BEAUVAIS TRUCHON
AVOCATS



BOMBARDIER



FASKEN



MORENCY
SOCIÉTÉ D'AVOCATS



Stikeman Elliott



PARTENAIRES MAJEURS



PARTENAIRES ASSOCIÉS



PARTENAIRES DE SERVICES



BEAUVAIS
TRUCHON
AVOCATS



KABANE



Merci aux employé.es, stagiaires, coopérant.es volontaires, membres du conseil d'administration, partenaires, allié.es, groupes universitaires et aux centaines de bénévoles et ami.es extraordinaires qui sont les artisans d'ASFC et de ses réalisations.

Nous ne pouvons malheureusement pas toutes et tous les nommer ici, mais retrouvez-les sur notre site Internet et nos réseaux sociaux :

www.asfcanada.ca



ASFCanada



asfcanada



Avocats sans frontières Canada

